ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

Édition franco-espagnole

Textes législatifs et réglementaires

Le prix du numéro : 0,80 DH. — Numéro des années antérieures : 1,20 DH.

ABONNEMENT	MAROC		ÉTRANGER		DIRECTION ET ADMINISTRATION Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE Rabat-Chellah Tél. : 250-24 et 250-25 C.C.P. 101-16 à Rabat Prix des annonces : La ligne de 27 lettres : 1,35 DH (Arrêté du 14 juin 1966)
	1 an	6 mois	1 an	6 mois	
Édition complète	46 DH	30 DH	52 DH	35 DH	
Édition partielle	24 DH	15 DH	35 DH	20 DH	

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

Les annonces légales et judiciaires prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin officiel ». Les textes doivent parvenir, au plus tard, le vendredi pour être publiés dans le numéro à paraître le mercredi de la semaine suivante.

ABONNEMENTS ADMINISTRATIFS**AVIS IMPORTANT**

Il est rappelé aux divers services que les abonnements au « Bulletin officiel » ne sont pas renouvelés d'office. Il leur appartient donc de se réabonner chaque année.

Ils sont invités à le faire dès maintenant afin d'éviter toute interruption dans le service du journal.

Il est recommandé par ailleurs d'indiquer d'une façon très précise, sur la demande d'abonnement ou de réabonnement, l'intitulé et l'adresse du destinataire.

Les abonnements administratifs se distinguent par l'inscription sur la bande d'envoi de la mention « Ad. P. — N° » ou « Ad. C. — N° ». Ils arrivent tous à expiration le 31 décembre 1966.

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX**Radiorécommunication. — Comité permanent.**

Décret royal n° 675-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) portant institution d'un comité permanent des radiocommunications 1503

P.T.T. — Création d'une série spéciale de timbres-poste.

Décret royal n° 861-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) portant création d'une série spéciale de timbres-poste .. 1504

Immatriculation des immeubles.

Décret royal n° 015-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) complétant le dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) sur l'immatriculation des immeubles 1504

Réglementation et contrôle des prix.

Décret royal n° 545-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) complétant le décret n° 2-57-1691 du 27 rebia II 1377 (21 novembre 1957) pris pour l'application du dahir n° 1-57-342 du 27 rebia II 1377 (21 novembre 1957) sur la réglementation et le contrôle des prix 1504

Réglementation et contrôle des prix. — Sanctions administratives.

Décret royal n° 940-66 du 9 ramadan 1386 (22 décembre 1966) maintenant pour une nouvelle période de six mois le système des sanctions administratives réprimant les infractions à la réglementation sur les prix 1504

Cours d'appel et tribunaux du Royaume. — Réglementation des perceptions et frais de justice.

Arrêté conjoint du ministre de la justice et du ministre des finances n° 719-66 du 8 décembre 1966 fixant la date d'entrée en vigueur du décret royal portant loi n° 851-65 du 7 rejab 1386 (22 octobre 1966) unifiant et réglementant les perceptions et frais de justice en matière civile, commerciale et administrative devant les cours d'appel et tribunaux du Royaume 1505

TEXTES PARTICULIERS**Sociétés de crédit agricole et de prévoyance de Sidi-Slimane et de Ksebiya.**

Décret royal n° 737-66 du 11 rebia I 1386 (30 juin 1966) portant modification de la société de crédit agricole et de prévoyance de Sidi-Slimane et création des sociétés de crédit agricole et de prévoyance de Sidi-Slimane et de Ksebiya 1505

Sociétés de crédit agricole et de prévoyance de Souk-el-Arba-du-Rharb et de Mechra-Bel-Ksiri.

Décret royal n° 738-66 du 11 rebia I 1386 (30 juin 1966) portant modification de la société de crédit agricole et de prévoyance de Souk-el-Arba-du-Rharb et création de la société de crédit agricole et de prévoyance de Mechra-Bel-Ksiri 1505

Sociétés de crédit agricole et de prévoyance de Had-Kourt et de Khenichât.

Décret royal n° 739-66 du 11 rebia I 1386 (30 juin 1966) portant modification de la société de crédit agricole et de prévoyance de Had-Kourt et création de la société de crédit agricole et de prévoyance de Khenichât 1506

Sociétés de crédit agricole et de prévoyance de Kenitra-Banlieue et de Sidi-Yahia-du-Rharb.

Décret royal n° 740-66 du 11 rebia I 1386 (30 juin 1966) portant modification de la société de crédit agricole et de prévoyance de Kenitra et création des sociétés de crédit agricole et de prévoyance de Kenitra-Banlieue et de Sidi-Yahia-du-Rharb 1506

Sociétés de crédit agricole et de prévoyance de Khemissât, de Tiflet et de Tiddas.

Décret royal n° 741-66 du 11 rebia I 1386 (30 juin 1966) portant modification de la société de crédit agricole et de prévoyance de Khemissât et création des sociétés de crédit agricole et de prévoyance de Tiflet et de Tiddas .. 1506

Société internationale de régie cointéressée des tabacs. — Nomination du commissaire du Gouvernement.

Décret royal n° 941-66 du 17 rejab 1386 (1^{er} novembre 1966) nommant M. Qassem Benhayoun commissaire du Gouvernement auprès de la Société internationale de régie cointéressée des tabacs au Maroc 1507

Casablanca. — Expropriation de parcelles de terrain.

Décret royal n° 844-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) déclarant d'utilité publique l'extension du marché « Commerce » à Casablanca et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cet effet 1507

Province de Casablanca. — Expropriation de parcelles de terrain.

Décret royal n° 271-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) déclarant d'utilité publique la construction de la conduite d'amenée des eaux de l'Oum-er-Rebia à Casablanca dans le cercle d'Acemmour et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires (province de Casablanca) 1508

Rabat-Salé. — Délimitation du groupement d'urbanisme et de la zone littorale.

Décret royal n° 293-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) portant délimitation du groupement d'urbanisme de Rabat-Salé et de la zone littorale 1511

Province d'Oujda. — Déclassement du domaine public d'une parcelle de terrain et son incorporation au domaine privé de l'Etat.

Décret royal n° 745-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) déclassant du domaine public et incorporant au domaine privé de l'Etat une parcelle de terrain dépendant de la propriété dite « Maison cantonnière des Angads », située au P.K. 21 de la route principale n° 27, d'Oujda à Melilla par Ahfir, Berkane et Selouane (province d'Oujda) 1512

Zaouia-ech-Chefkh. — Incorporation au domaine public d'un terrain.

Décret royal n° 884-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) constatant l'incorporation au domaine public d'un terrain domanial, sis à Zaouia-ech-Chefkh (province de Beni-Mellal) 1512

Hydraulique.

Décret royal n° 680-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) homologuant les opérations de la commission d'enquête relative à la délimitation du domaine public hydraulique de la dava « Melane », commune rurale n° 21 C de Rhamimiyne (province de Casablanca) 1513

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

TEXTES PARTICULIERS

Ministère des affaires étrangères.

Décret royal n° 887-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) relatif aux commissions administratives paritaires relevant du ministère des affaires étrangères 1513

Ministère du développement, de la Promotion nationale et du plan.

Décret royal n° 936-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) modifiant le décret royal n° 603-65 du 23 jourmada II 1385 (19 octobre 1965) relatif au statut des personnels techniques du service central des statistiques 1513

Ministère de l'éducation nationale, des beaux-arts, de la jeunesse et des sports.

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, des beaux-arts, de la jeunesse et des sports n° 731-66 du 17 décembre 1966 complétant l'arrêté du ministre de l'éducation nationale du 15 décembre 1959 fixant la liste des diplômés prévue à l'article 5 du décret n° 2-59-0398 du 24 kaada 1378 (1^{er} juin 1959) fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions d'accès au cadre des rédacteurs des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale 1514

Arrêté du sous-secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports n° 732-66 du 20 décembre 1966 complétant l'arrêté ministériel du 4 mai 1959 fixant la liste des diplômés admis en équivalence des titres énumérés aux articles 5 et 10 du décret n° 2-58-1375 du 19 jourmada II 1378 (31 décembre 1958) fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions d'accès des Marocains à certains emplois de la jeunesse et des sports 1514

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions 1514

Admission à la retraite 1515

Résultats de concours et d'examens 1515

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de l'Office des changes n° 1156 du 5 décembre 1966 relatif aux opérations d'assurance et de réassurance 1516

Avis de radiation du pavillon marocain 1518

SUBSCRIPCIONES ADMINISTRATIVAS

AVISO IMPORTANTE

Se recuerda a los diversos servicios que las suscripciones al «Boletín oficial» no son renovadas de oficio. Dichos servicios tienen, pues, que volver a suscribirse cada año.

Se les invita a que lo hagan cuanto antes, con el fin de evitar toda interrupción en el servicio del periódico.

Se recomienda, además, que en las solicitudes de suscripción o de renovación de la suscripción se indique con toda claridad el título y la dirección del destinatario.

Las suscripciones administrativas se distinguen por llevar en la faja de envío la indicación: «Ad. P. - N.º» o «Ad. C. - N.º.....». Todas ellas caducan el 31 de diciembre de 1966.

SUMARIO

Páginas

TEXTOS GENERALES

- Ratificación del convenio concerniente a la cooperación en el campo de la protección sanitaria y social entre el Reino de Marruecos y la República socialista federativa de Yugoslavia.**
- Real decreto n.º 231-64 de 7 de rayab de 1386 (22 de octubre de 1966) sobre ratificación y publicación del convenio concerniente a la cooperación en el campo de la protección sanitaria y social, firmado en Belgrado el 7 de abril de 1964 entre el Reino de Marruecos y la República socialista federativa de Yugoslavia 1519
- Inscripción de inmuebles.**
- Real decreto n.º 015-66 de 6 de ramadán de 1386 (19 de diciembre de 1966) por el que se completa el dahir de 9 de ramadán de 1331 (12 de agosto de 1913) sobre la inscripción de inmuebles 1520
- Radiocomunicaciones. — Comité permanente.**
- Real decreto n.º 675-66 de 6 de ramadán de 1386 (19 de diciembre de 1966) por el que se crea un comité permanente de radiocomunicaciones 1520
- Correos, telégrafos y teléfonos. — Emisión de una serie especial de sellos de correos.**
- Real decreto n.º 861-66 de 6 de ramadán de 1386 (19 de diciembre de 1966) por el que se crea una serie especial de sellos de correos 1521
- Reglamentación y control de precios.**
- Real decreto n.º 545-66 de 6 de ramadán de 1386 (19 de diciembre de 1966) por el que se completa el decreto número 2-57-1691 de 27 de rabía II de 1377 (21 de noviembre de 1957) dado para la aplicación del dahir n.º 1-57-342 de 27 de rabía II de 1377 (21 de noviembre de 1957) sobre la reglamentación y el control de precios 1521
- Reglamentación y control de precios. — Sanciones administrativas.**
- Real decreto n.º 940-66 de 9 de ramadán de 1386 (22 de diciembre de 1966) por el que se renueva, por un nuevo periodo de seis meses, el sistema de sanciones administrativas para reprimir las infracciones de la reglamentación sobre los precios 1521

**ORGANIZACION Y PERSONAL
DE LAS ADMINISTRACIONES PUBLICAS**

TEXTOS PARTICULARES

- Ministerio de asuntos extranjeros.**
- Real decreto n.º 887-66 de 6 de ramadán de 1386 (19 de diciembre de 1966) relativo a las comisiones administrativas paritarias dependientes del ministerio de asuntos extranjeros 1521
- Ministerio de desarrollo, de la Promoción nacional y del plan.**
- Real decreto n.º 936-66 de 6 de ramadán de 1386 (19 de diciembre de 1966) por el que se modifica el real decreto número 603-65 de 23 de yumada II de 1385 (19 de octubre de 1965) relativo al estatuto del personal técnico del servicio central de estadísticas 1522
- Ministerio de educación nacional, bellas artes, juventud y deportes.**
- Acuerdo del ministro de educación nacional, bellas artes, juventud y deportes n.º 731-66, de 17 de diciembre de 1966, por el que se completa el acuerdo del ministro de educación nacional, de 15 de diciembre de 1959,

fijando la lista de los diplomas previstos en el artículo 5 del decreto n.º 2-59-0398 de 24 de caada de 1378 (1.º de junio de 1959) que fija, a título excepcional y transitorio, las condiciones de acceso al cuadro de redactores de los servicios exteriores del ministerio de educación nacional. 1522

Acuerdo del subsecretario de Estado de la juventud y deportes n.º 732-66, de 20 de diciembre de 1966, por el que se completa el acuerdo ministerial de 4 de mayo de 1959, que fija la lista de los diplomas admitidos como equivalentes de los títulos enumerados en los artículos 5 y 10 del decreto n.º 2-58-1375 de 10 de yumada II de 1378 (31 de diciembre de 1958) que fija, a título excepcional y transitorio, las condiciones de acceso de los marroquíes a ciertos empleos de la juventud y deportes 1522

AVISOS Y COMUNICACIONES

Aviso de baja en las listas de la marina mercante marroquí. 1523

TEXTES GÉNÉRAUX

Décret royal n.º 675-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) portant institution d'un comité permanent des radiocommunications.

LOUANGE A DIEU SEUL :

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Au le décret royal n.º 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer la coordination des activités des divers services publics, gérant ou exploitant des stations radioélectriques installées sur toute l'étendue du territoire ;

Sur la proposition du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué un comité permanent des radiocommunications chargé de l'étude de toutes les questions de radiocommunication dont il est saisi.

Il fournit tous avis et fait toutes propositions relatives à la coordination ou à l'arbitrage dans ce domaine, notamment en ce qui concerne :

L'élaboration de la position marocaine dans les conférences internationales des radiocommunications ;

Les assignations de fréquences aux différentes administrations et services publics ;

L'élaboration et la mise en œuvre de la législation et de la réglementation concernant les servitudes radioélectriques ;

L'aménagement des stations radioélectriques sur le territoire.

ART. 2. — Ce comité, placé sous la présidence du Premier ministre ou de son représentant, comprend :

Le ministre des postes, des télégraphes et des téléphones ou son représentant, vice-président ;

Deux fonctionnaires du ministère de l'intérieur, représentant l'un, le service des transmissions et l'autre la direction générale de la sûreté nationale ;

Deux fonctionnaires du ministère de la défense nationale représentant l'un, l'état-major des Forces armées royales et l'autre le commandement de la gendarmerie royale ;

Deux fonctionnaires du ministère des travaux publics et des communications représentant l'un, la direction de l'air et l'autre la direction de la marine marchande ;

Deux fonctionnaires du ministère de l'information dont un au moins représentant la direction de la radiodiffusion télévision marocaine ;

Deux fonctionnaires du ministère des postes, des télégraphes et des téléphones appartenant à la direction des télécommunications.

Le comité peut convoquer à des réunions toute autre personne dont l'avis pourrait lui être utile, notamment les représentants des ministères autres que ceux indiqués ci-dessus.

Le secrétariat du comité est assuré par un fonctionnaire du ministère des postes, des télégraphes et des téléphones.

ART. 3. — Le comité peut constituer, en son sein, des commissions spécialisées dont il fixe la composition et les attributions.

ART. 4. — Le comité est convoqué au nom du Premier ministre à l'initiative soit du président soit du vice-président soit à la demande de l'un de ses membres.

ART. 5. — L'arrêté du 8 janvier 1952 supprimant la commission permanente de télégraphie et de téléphonie sans fil et instituant une commission permanente des radiocommunications est abrogé.

ART. 6. — Le ministre des postes, des télégraphes et des téléphones est chargé de l'application du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 861-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) portant création d'une série spéciale de timbres-poste.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le décret royal n° 499-65 du 17 chaabane 1385 (11 décembre 1965) portant ratification des actes du congrès de l'Union postale universelle signés à Vienne le 10 juillet 1964,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la création d'une série spéciale de trois timbres-poste à 0,25 - 0,40 et 1 dirham intitulée « les poissons du Maroc ».

ART. 2. — Le ministre des postes, des télégraphes et des téléphones est chargé de l'exécution du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 015-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) complétant le dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) sur l'immatriculation des immeubles.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) sur l'immatriculation des immeubles ;

Vu les articles premier, section A, paragraphes 1 et 2, 31 et 46 du livre premier du code de l'enregistrement et du timbre annexé au décret n° 2-58-1151 du 12 jourmada II 1378 (24 décembre 1958) portant codification des textes sur l'enregistrement et le timbre applicables dans la zone sud du Royaume,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 70 du dahir susvisé du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) est complété par un troisième alinéa ainsi conçu :

« Article 70. —

« Toutefois, lorsque l'acte invoqué à l'appui de la réquisition se trouve obligatoirement assujéti à l'enregistrement en application

de l'article premier, section A, paragraphes 1 et 2, du livre premier du code de l'enregistrement et du timbre et ne porte pas la mention d'enregistrement, il ne peut être reçu par le conservateur de la propriété foncière et des hypothèques que s'il est accompagné d'un double ou d'une photocopie. Ces derniers devront être transmis, dans le mois de leur dépôt, au receveur de l'enregistrement et du timbre compétent. »

ART. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 543-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) complétant le décret n° 2-57-1691 du 27 rebia II 1377 (21 novembre 1957) pris pour l'application du dahir n° 1-57-342 du 27 rebia II 1377 (21 novembre 1957) sur la réglementation et le contrôle des prix.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le décret n° 2-57-1691 du 27 rebia II 1377 (21 novembre 1957) pris pour l'application du dahir n° 1-57-342 du 27 rebia II 1377 (21 novembre 1957) sur la réglementation et le contrôle des prix, tel qu'il a été modifié et complété,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 9 du décret susvisé du 27 rebia II 1377 (21 novembre 1957) est complété ainsi qu'il suit :

« Article 9. —

« 7° Par arrêté du ministre du tourisme en ce qui concerne les tarifs des prestations servies par les établissements d'hébergement et de restauration à vocation touristique, tels que hôtels, motels, restaurants, pensions de famille, villages de vacances. »

ART. 2. — Le ministre du tourisme est chargé de l'exécution du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 940-66 du 9 ramadan 1386 (22 décembre 1966) maintenant pour une nouvelle période de six mois le système des sanctions administratives réprimant les infractions à la réglementation sur les prix.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir n° 1-57-342 du 27 rebia II 1377 (21 novembre 1957) sur la réglementation et le contrôle des prix, tel qu'il a été modifié et complété et notamment son article 8 ;

Vu le décret n° 2-57-1691 du 27 rebia II 1377 (21 novembre 1957) pris pour l'application du dahir n° 1-57-342 précité, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret royal n° 375-66 du 29 safar 1386 (18 juin 1966) maintenant pour une nouvelle période de six mois le système des sanctions administratives réprimant les infractions à la réglementation sur les prix ;

Après avis du comité économique interministériel,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Le système des sanctions administratives prévues à l'article 8 du dahir n° 1-57-342 du 27 rebia II 1377 (21 novembre 1957) susvisé est maintenu pour une nouvelle période de six mois à compter du 1^{er} janvier 1967.

ARR. 2. — Le présent décret royal sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 9 ramadan 1386 (22 décembre 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Arrêté conjoint du ministre de la justice et du ministre des finances n° 719-66 du 8 décembre 1966 fixant la date d'entrée en vigueur du décret royal portant loi n° 851-65 du 7 rejeb 1386 (22 octobre 1966) unifiant et réglant les perceptions et frais de justice en matière civile, commerciale et administrative devant les cours d'appel et tribunaux du Royaume.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret royal portant loi n° 851-65 du 7 rejeb 1386 (22 octobre 1966) unifiant et réglant les perceptions et frais de justice en matière civile, commerciale et administrative devant les cours d'appel et tribunaux du Royaume, notamment son article 81,

ARRÊTENT :

ARTICLE UNIQUE. — La date d'entrée en vigueur des dispositions du décret royal portant loi n° 851-65 du 7 rejeb 1386 (22 octobre 1966) susvisé est fixée au 1^{er} janvier 1967.

Rabat, le 8 décembre 1966.

Le ministre des finances,

Le ministre de la justice,

MAMOUN TAHIRI.

ABDELHADI BOUTALEB.

TEXTES PARTICULIERS

Décret royal n° 737-66 du 11 rebia I 1386 (30 juin 1966) portant modification de la société de crédit agricole et de prévoyance de Sidi-Slimane et création des sociétés de crédit agricole et de prévoyance de Sidi-Slimane et de Ksebiya.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir du 9 chaabane 1346 (1^{er} février 1928) sur les sociétés de crédit agricole et de prévoyance, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-60-352 du 23 safar 1380 (17 août 1960) portant modification de la société de crédit agricole et de prévoyance de Sidi-Kacem et création de la société de crédit agricole et de prévoyance de Sidi-Slimane ;

Vu le procès-verbal du conseil de contrôle et de surveillance des sociétés de crédit agricole et de prévoyance dans sa réunion du 25 février 1966,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} juillet 1966, les articles 3 et 4 du décret susvisé n° 2-60-352 du 23 safar 1380 (17 août 1960) sont à nouveau modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 3. — La société de crédit agricole et de prévoyance de Sidi-Slimane se subdivise en deux sections :

« Section de Msaâda ;

« Section de Boumaïz. »

« Article 4. — L'actif et le passif de la SOCAP de Sidi-Slimane arrêtés à la date du 30 juin 1966 sont constitués par l'actif et le passif des trois anciennes sections de Sidi-Slimane, Msaâda et Boumaïz. »

ART. 2. — Il est créé, à compter du 1^{er} juillet 1966, dans la province de Kenitra, une société de crédit agricole et de prévoyance dénommée « SOCAP de Ksebiya », dont le siège est à Ksebiya.

ARR. 3. — Cette société se subdivise en deux sections :

Section de Dar-bel-Amri ;

Section de Ksebiya.

ART. 4. — L'actif et le passif de cette nouvelle SOCAP seront constitués par les actifs et les passifs, arrêtés à la date du 30 juin 1966, des deux anciennes sections de Dar-bel-Amri et Ksebiya détachées de l'ancienne SOCAP de Sidi-Slimane, telle qu'elle a été constituée par le décret précité n° 2-60-352 du 23 safar 1380 (17 août 1960).

ART. 5. — Le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret royal.

Fait à Rabat, le 11 rebia I 1386 (30 juin 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 738-66 du 11 rebia I 1386 (30 juin 1966) portant modification de la société de crédit agricole et de prévoyance de Souk-el-Arba-du-Rharb et création de la société de crédit agricole et de prévoyance de Mechra-Bel-Ksiri.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir du 9 chaabane 1346 (1^{er} février 1928) sur les sociétés de crédit agricole et de prévoyance, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 22 safar 1336 (8 décembre 1917) portant création de la société de prévoyance de Mechra-Bel-Ksiri, tel qu'il a été modifié, notamment par l'arrêté viziriel du 20 rebia I 1345 (28 septembre 1926) et par l'arrêté viziriel du 19 rejeb 1367 (29 mai 1948) ;

Vu le procès-verbal du conseil de contrôle et de surveillance des sociétés de crédit agricole et de prévoyance dans sa réunion du 25 février 1966,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} juillet 1966, l'article 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 22 safar 1336 (8 décembre 1917) est à nouveau modifié ainsi qu'il suit :

« Article 3. — La SOCAP de Souk-el-Arba-du-Rharb se subdivise en deux sections :

« Section de Beni-Malek de l'Ouest (1) ;

« Section des Sefiane de l'Ouest. »

ART. 2. — Il est créé, à compter du 1^{er} juillet 1966, dans la province de Kenitra une SOCAP dénommée « SOCAP de Mechra-Bel-Ksiri.

ART. 3. — Cette SOCAP se subdivise en deux sections :

Section de Mokhtar ;

Section de Beni-Malek de l'Ouest (2).

ART. 4. — L'actif et le passif de cette nouvelle SOCAP seront constitués par l'actif et le passif, arrêtés à la date du 30 juin 1966, de la section de Mokhtar détachée de l'ancienne SOCAP de Souk-el-Arba-du-Rharb, telle qu'elle a été constituée par l'arrêté viziriel susvisé du 19 rejeb 1367 (29 mai 1948).

ART. 5. — Le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret royal.

Fait à Rabat, le 11 rebia I 1386 (30 juin 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 739-66 du 11 rebia I 1386 (30 juin 1966) portant modification de la société de crédit agricole et de prévoyance de Had-Kourt et création de la société de crédit agricole et de prévoyance de Khenichèt.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir du 9 chaabane 1346 (1^{er} février 1928) sur les sociétés de crédit agricole et de prévoyance, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 19 rejeb 1367 (29 mai 1948) portant modification à la société de crédit agricole et de prévoyance de Souk-el-Arba-du-Rharb et création de la société de crédit agricole et de prévoyance de Had-Kourt ;

Vu le procès-verbal du conseil de contrôle et de surveillance des sociétés de crédit agricole et de prévoyance dans sa réunion du 25 février 1966,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} juillet 1966, l'article 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 19 rejeb 1367 (29 mai 1948) est modifié comme suit :

« Article 3. — La SOCAP de Had-Kourt se subdivise en deux sections :

- « Section de Beni-Malek Nord ;
- « Section de Sefiane Est (1). »

ART. 2. — Il est créé, à compter du 1^{er} juillet 1966, dans la province de Kenitra une SOCAP, dénommée SOCAP de Khenichèt.

ART. 3. — Cette SOCAP se subdivise en deux sections :

- Section de Beni-Malek Sud ;
- Section de Sefiane Est (2).

ART. 4. — L'actif et le passif de cette nouvelle SOCAP seront constitués par le passif et l'actif, arrêtés au 30 juin 1966, de la section de Beni-Malek Sud détachée de l'ancienne SOCAP de Had-Kourt, telle qu'elle a été constituée par l'arrêté viziriel précité du 9 rejeb 1367 (29 mai 1948).

ART. 5. — Le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret royal.

Fait à Rabat, le 11 rebia I 1386 (30 juin 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 740-66 du 11 rebia I 1386 (30 juin 1966) portant modification de la société de crédit agricole et de prévoyance de Kenitra et création des sociétés de crédit agricole et de prévoyance de Kenitra-Banlieue et de Sidi-Yahia-du-Rharb.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir du 9 chaabane 1346 (1^{er} février 1928) sur les sociétés de crédit agricole et de prévoyance, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 safar 1336 (15 décembre 1917) créant, dans la circonscription de Kenitra, une société marocaine de prévoyance, tel qu'il a été modifié, notamment par l'arrêté viziriel du 25 kaada 1344 (7 juin 1926) ;

Vu le procès-verbal du conseil de contrôle et de surveillance des sociétés de crédit agricole et de prévoyance dans sa réunion du 25 février 1966,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} juillet 1966, les dispositions de l'article 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 29 safar 1336 (15 décembre 1917) sont à nouveau modifiées ainsi qu'il suit :

« Article 3. — La SOCAP de Kenitra, désormais dénommée « SOCAP de Kenitra-Banlieue, se subdivise en deux sections :

- « Section de Ameer-Haouzia ;
- « Section de Menasra. »

ART. 2. — Il est créé, à compter du 1^{er} juillet 1966, une SOCAP dénommée « SOCAP de Sidi-Yahia-du-Rharb ».

ART. 3. — Cette SOCAP se subdivise en 2 sections :

- Section de Sidi-Yahia-du-Rharb ;
- Section de Morhrane.

ART. 4. — L'actif et le passif de cette SOCAP seront constitués par l'actif et le passif, arrêtés au 30 juin 1966, des deux sections : Ouled-Slama et Ameer-Seflia détachées de l'ancienne SOCAP de Kenitra, telle qu'elle a été constituée par l'arrêté viziriel susvisé du 25 kaada 1344 (7 juin 1926).

ART. 5. — Le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret royal.

Fait à Rabat, le 11 rebia I 1386 (30 juin 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 741-66 du 11 rebia I 1386 (30 juin 1966) portant modification de la société de crédit agricole et de prévoyance de Khemissèt et création des sociétés de crédit agricole et de prévoyance de Tiflèt et de Tiddas.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir du 9 chaabane 1346 (1^{er} février 1928) sur les sociétés de crédit agricole et de prévoyance, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 16 rebia II 1348 (20 septembre 1929) portant fusion des sociétés marocaines de prévoyances de Khemissèt et de Tiflèt, tel qu'il a été modifié, notamment par l'arrêté viziriel du 22 hija 1354 (16 mars 1936) ;

Vu le procès-verbal du conseil de contrôle et de surveillance des sociétés de crédit agricole et de prévoyance dans sa réunion du 25 février 1966,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} juillet 1966, l'article 4 de l'arrêté viziriel susvisé du 16 rebia II 1348 (20 septembre 1929) est à nouveau modifié ainsi qu'il suit :

« Article 4. — La SOCAP de Khemissèt se subdivise en sept sections :

- « Section d'Aït-Ouibel ;
- « Section d'Aït-Doum ;
- « Section d'Aït-Hammou-Boulemane ;
- « Section d'Aït-Yadine ;
- « Section de Kablyine ;

« Section d'Aït-Abbou ;
« Section de Messaghra. »

ART. 2. — Il est créé, à compter du 1^{er} juillet 1966, dans la province de Kenitra une SOCAP dénommée SOCAP de Tiflet.

ART. 3. — Cette SOCAP se subdivise en trois sections :
Section de Beni-Amar de l'Est ;
Section de Beni-Amar de l'Ouest ;
Section d'Aït-Zekri.

ART. 4. — L'actif et le passif de cette nouvelle SOCAP seront constitués par l'actif et le passif, arrêtés à la date du 30 juin 1966, des sections de Beni-Amar de l'Est, Beni-Amar de l'Ouest, Aït-Zekri, détachées de l'ancienne SOCAP de Khemissèt, telle qu'elle a été constituée par l'arrêté viziriel susvisé du 23 rejab 1354 (16 mars 1936).

ART. 5. — Il est créé, à compter du 1^{er} juillet 1966, dans la province de Kenitra une SOCAP dénommée SOCAP de Tiddas.

ART. 6. — Cette SOCAP se subdivise en 4 sections :
Section de Haouderrane de Tiddas ;
Section d'Aït-Hakem de Tiddas ;
Section d'Aït-Affane d'Oulmès ;
Section d'Aït-Saïd d'Oulmès.

ART. 7. — L'actif et le passif de cette nouvelle SOCAP seront constitués par l'actif et le passif, arrêtés à la date du 30 juin 1966, des sections de Aït-Haouderrane de Tiddas, Aït-Hakem de Tiddas et des Aït-Amar d'Oulmès détachées de l'ancienne SOCAP précitée de Khemissèt.

ART. 8. — Le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret royal.

Fait à Rabat, le 11 rebia I 1386 (30 juin 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 941-66 du 17 rejab 1386 (1^{er} novembre 1966) nommant M. Qassem Benhayoun commissaire du Gouvernement auprès de la Société internationale de régie cointéressée des tabacs au Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu la convention du 1^{er} août 1931 relative à l'exploitation du Monopole des tabacs au Maroc ;

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} novembre 1966, M. Qassem Benhayoun, directeur de l'Administration des douanes et impôts indirects, est nommé commissaire du Gouvernement auprès de la Société

internationale de régie cointéressée des tabacs au Maroc, en remplacement de M. Ahmed Bennani.

Fait à Rabat, le 17 rejab 1386 (1^{er} novembre 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 844-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) déclarant d'utilité publique l'extension du marché « Commercy » à Casablanca et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cet effet.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir n° 1-59-315 du 28 hija 1379 (23 juin 1960) relatif à l'organisation communale, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir du 26 joumada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu l'avis émis par le conseil communal de Casablanca lors de sa session extraordinaire du 15 au 28 décembre 1965 ;

Vu les résultats de l'enquête *de commodo et incommodo* ouverte du 23 mars au 25 mai 1966 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique l'extension du marché « Commercy » à Casablanca.

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain délimitées par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret royal et désignées au tableau ci-après :

TITRE FONCIER	NOM ET ADRESSE DES PROPRIÉTAIRES	SUPERFICIE APPROXIMATIVE
37671 C.	M. Alvine Paul-Henri-René, rue Claude-Bernard, n° 25, Casablanca.	En m ² 140
28948 C.	Société « Timpas », rue Driss-Lahrizi, n° 122, Casablanca.	227

ART. 3. — Les autorités communales de la ville de Casablanca sont chargées de l'exécution du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 271-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) déclarant d'utilité publique la construction de la conduite d'amenée des eaux de l'Oum-er-Rebia à Casablanca dans le cercle d'Azemmour et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires (province de Casablanca).

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir du 7 chaabane 1332 (1^{er} juillet 1914) sur le domaine public et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 26 joumada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 23 juin au 24 août 1965 dans le cercle d'Azemmour ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics et des communications,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la construction de la conduite d'amenée des eaux de l'Oum-er-Rebia à Casablanca dans le cercle d'Azemmour (province de Casablanca).

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain figurées par une teinte rose sur le plan parcellaire au 1/2.000 annexé à l'original du présent décret et désignées au tableau ci-après :

NUMÉROS DES PARCELLES	NUMÉROS DES TITRES FONCIERS OU RÉQUISITION ET DÉNOMINATION DE LA PROPRIÉTÉ	NOMS ET ADRESSES DES PROPRIÉTAIRES OU PRESUMÉS TELS	SUPERFICIE			OBSERVATIONS
			HA.	A.	CA.	
629	Titre foncier n° 1046 Z. « El Habilat ».	MM. Saïd ben El Maâti el Amri ; El Maâti ben Saïd ben El Maâti ; Abderrahmane ben Saïd ben El Maâti ; El Houcine ben Saïd ben El Maâti ; M ^{me} Rekia bent Saïd ben El Maâti ; MM. Ahmed ben Mohamed ben Ahmed ; El Hadj ben Jillali ben Mohamed ; M ^{mes} Fatma bent Mohamed ben Ahmed ; Zohra bent Mohamed ben Ahmed ; M. Abderrahmane ben Mohamed ben Abderrahman ; M ^{mes} Aïcha bent Mohamed ben Abderrahman ; El Batoul bent Lahcen Souiri ; Zohra bent Allal Mehdi ; MM. El Hamri ben Mohamed ben Abderrahman ; Abdesslem ben Mohamed ben Abderrahman ; Rahal ben Mohamed ben Abderrahman ; Abdelkader ben Mohamed ben Abderrahman ; Saïd ben Mohamed ben Abderrahman ; M ^{mes} Fatma bent Mohamed ben Abderrahman ; Khadija bent Mohamed ben Abderrahman ; Aïcha bent Mohamed ben Abderrahman ; Amina bent Mohamed ben Abderrahman ; Saâdia bent Mohamed ben Abderrahman ; Malika bent Mohamed ben Abderrahman ; Zohra bent Mohamed ben Abderrahman ; Abbouch bent Mohamed ben Abderrahman ; MM. Bouchaïb ben Ahmed ben Abderrahman ; Abderrahman ben Jillali, cercle d'Azemmour, commune rurale Tnine-des-Chtouka, douar El Haakem.	41	30		Parcours.
639 A.	Non immatriculée.	M. Abdelkader ben N'Çaire ; M ^{mes} Kebira bent Bouchaïb ben Mehdi ; Ghenou bent Saïd ben Ali ; MM. Houcine ben Ahmed ben Hadj Mohamed ; Mohamed ben Ahmed ben Hadj Mohamed ; M ^{me} Fatma bent Ahmed ben Hadj Mohamed ; M. Bouchaïb ben Ahmed ben Hadj Mohamed ; M ^{me} Aïcha bent Ahmed ben Mohamed ; M. Ahmed ben Ahmed ben Hadj Mohamed, cercle d'Azemmour, commune rurale Tnine-des-Chtouka, douar Ayaita.	7	50		id.
639 B.	Titre foncier n° 4678 Z. « N'Sanis Ahmed ».	M. Abdelkader ben N'Çaire ; M ^{mes} Kebira bent Bouchaïb ben Mehdi ; Ghenou bent Saïd ben Ali ; MM. Houcine ben Ahmed ben Hadj Mohamed ; Mohamed ben Ahmed ben Hadj Mohamed ; M ^{me} Fatma bent Ahmed ben Hadj Mohamed ; M. Bouchaïb ben Ahmed ben Hadj Mohamed ; M ^{me} Aïcha bent Ahmed ben Hadj Mohamed ; M. Ahmed ben Ahmed ben Hadj Mohamed, douar Layaita, fraction Gharbia, tribu Chtouka.	7	40		id.

NUMÉROS DES PARCELLES	NUMÉROS DES TITRES FONCIERS OU RÉQUISITION ET DÉNOMINATION DE LA PROPRIÉTÉ	NOMS ET ADRESSES DES PROPRIÉTAIRES OU PRÉSUMÉS TELS	SUPERFICIE			OBSERVATIONS
			HA.	A.	CA.	
639 C.	Titre foncier n° 4679 Z. « Bled Abderrahman ».	M. Abdelkader ben N'Çaire ; M ^{mes} Kebira bent Bouchaïb ben Mehdi ; Ghenou bent Saïd ben Ali ; MM. El-Houcine ben Ahmed ben Hadj Mohamed ; Mohamed ben Ahmed ben Hadj Mohamed ; M ^{me} Fatma bent Ahmed ben Hadj Mohamed ; M. Bouchaïb ben Ahmed ben Hadj Mohamed ; M ^{me} Aïcha bent Ahmed ben Hadj Mohamed ; MM. Ahmed ben Ahmed ben Hadj Mohamed ; M'Barek ben Ahmed ben Bouchaïb ; Ahmed ben Abderrahman ben El Amri, cercle d'Azemmour, commune rurale Tnine-des- Chtouka, douar Ayaita.	40	60		Parcours.
640	Titre foncier n° 507 Z. « Bled el Aïn ».	MM. Bouazza ben El Hadj Youssef Chtouki ; Mohamed ben El Hadj Youssef Chtouki, cercle d'Azemmour, commune rurale Tnine-des- Chtouka, douar Ayaita.	24	50		Labour.
656	Titre foncier n° 2778 Z. « Nessnis ».	Si Mohamed ben El Amri ben Ahmed ; MM. El Kebir ben El Amri ben Ahmed ; Bouchaïb ben El Amri ben Ahmed ; M ^{mes} Fatma bent El Amri ben Ahmed ; Zohra bent El Amri ben Ahmed ; Khadija bent El Amri ben Ahmed ; Bahria bent El Amri ben Ahmed ; Alia bent El Amri ben Ahmed, tribu des Chtouka, fraction El Gharbia, douar Znam- ba.	8	40		id.
665	Titre foncier n° 1560 Z. « Bled Eddar ».	MM. Mohamed ben Mohamed Behramia ; Abdallah ben Mohamed Behramia ; Ahmed ben Mohamed Behramia ; Abdelkader ben Mohamed Behramia ; Mokhtar ben Mohamed Behramia ; M ^{mes} Mahjouba bent Mohamed Behramia ; Laouïa bent Azzouz ben M'Hamed ; MM. Lahcen ben Jillali ; Abdelkader ben Jillali, cercle d'Azemmour, commune rurale Tnine-des- Chtouka, douar Laabadia.	30	00		id.
678	Non immatriculée.	M ^{me} Zohra bent Mohamed ben Mokhtar, Haï Mohammedia, carrière El Haï, rue W 11, n° 11, Casablanca.	4	00		id.
684	Titre foncier n° 14029 C. « El Harrouch ».	MM. Mohamed, dit « El Hajjam ben Bouchaïb » ; Ahmed ben Mohamed ben Bouchaïb ; Mohamed ben M'Barek ; Abdelkader ben Bouchaïb ben Jillali ; M ^{mes} Fatima bent Bouchaïb ben Jillali ; Khadija bent Bouchaïb ben Jillali ; MM. Mohamed ben Bouchaïb ben Abdelmalek ; Mohamed ben Kacem ben Abdellah ; M ^{mes} Khadija bent Ali ben Bouchaïb ; Zohra bent Allal ; MM. Ahmed ben M'Barek ben Bouchaïb ; El Amri ben M'Barek ben Bouchaïb ; Abdelkader ben M'Barek ben Bouchaïb ; M ^{mes} Fatima bent M'Barek ben Bouchaïb ; Habiba bent M'Barek ben Bouchaïb ; Mina bent M'Barek ben Bouchaïb ; M. Bouchaïb ben Mohamed ben Ahmed, cercle d'Azemmour, commune rurale Tnine-des- Chtouka, douar Ghetarna.	69	00		id.
685	Titre foncier n° 14571 C. « Feddane Sefiane ».	M ^{me} Aïcha bent Abdellah ; MM. Ali ben Mohamed ben Hadj Salah ; Ahmed ben Mohamed ben Hadj Salah ; Salah ben Mohamed ben Hadj Salah ; Mustapha ben Mohamed ben Hadj Salah ; M ^{mes} Habiba bent Mohamed ben Hadj Salah ; Zahra bent Mohamed ben Hadj Salah ; Khenata bent Mohamed ben Hadj Salah ; Khadija bent Mohamed ben Hadj Salah ; MM. Houssaine ben Mohamed ben Hadj Salah ; Bouchaïb ben Mohamed ben Hadj Salah ;	66	50		

NUMÉROS DES PARCELLES	NUMÉROS DES TITRES FONCIERS OU RÉQUISITION ET DÉSIGNATION DE LA PROPRIÉTÉ	NOMS ET ADRESSES DES PROPRIÉTAIRES OU PRESUMÉS TELS	SUPERFICIE	OBSERVATIONS
685 (suite)		M ^{mes} Zineb bent Mohamed ben Hadj Salah ; Zohra bent Mohamed ben Hadj Salah ; M. Abdelkader ben Mohamed ben Hadj Salah ; M ^{me} Aïcha bent Mohamed ben Hadj Salah ; M. Jillali ben Houssaine ben Mohamed ; M ^{me} Fatna bent Mohamed ben Hadj Salah, cercle d'Azemmour, commune rurale Tnine-des- Chtouka, douar Oulad-Talia.	HA. A. CA.	
686	id.	id.	36 30	
710	Non immatriculée.	Héritiers de Si Abdallah ben Allal, représentés par M'Hamed ben Abdallah, cercle d'Azemmour, commune rurale Tnine-des-Chtouka, douar Dabouzia.	35 00	
715	Titre foncier n° 384 Z. « Drouet Miri ».	M. Bouazza ben Mohamed ben Moussa ; M ^{mes} Khnata bent Mohamed ben Moussa ; Tamou bent Mohamed ben Allal ; Fatna bent Mohamed ben Mohamed ben Moussa ; M. Taïbi ben Mohamed ben Allal ; M ^{me} Zahra bent Bouchaïb ben Mohamed ; MM. El Aïdi ben Bouchaïb ben Mohamed ; Mohamed ben Bouchaïb ben Mohamed ; Ben Moussa ben Bouchaïb ben Mohamed ; M ^{mes} Bahria bent Bouchaïb ben Mohamed ; El Khaouda bent Bouchaïb ben Mohamed ; Lakbira bent Bouchaïb ben Mohamed, cercle d'Azemmour, commune rurale Bir-Jdid, douar Oulad-Moussa.	1 81 00	
716	Non immatriculée.	M ^{me} Khadoummia bent Abdessalem ; MM. Ahmed ben Mohamed ben Kacemi ; Mohamed ben Mohamed ben Kacemi, cercle Bir-Jdid, douar Kouaka. M ^{me} Aïcha bent Mohamed ben Kacemi ; M. Bouchaïb ben El Haddad, cercle d'Azemmour, commune rurale Bir-Jdid, douar Lotta.	6 80	Labour.
717	Non immatriculée.	MM. El Aïdi ben Bouchaïb ben Moussa ; Jillali ben Mohamed ben Maâti, cercle d'Azemmour, commune rurale Bir-Jdid, douar Oulad-Moussa et Ghedira.	15 60	id.
722 bis	Non immatriculée.	MM. Jillali ben Si Mohamed ben Bouali ; Bouchaïb ben Si Mohamed ben Bouali ; Rahal ben Si Mohamed ben Bouali ; Si Mohamed ben Si Mohamed ben Bouali, cercle d'Azemmour, commune rurale Bir-Jdid, douar Oulad-Daoud et Ghaba.	2 70	id.
723	Titre foncier n° 2169 Z. « Bled El Miloudi II ».	M ^{me} Zohra bent Caïd Abderrahman ; M. Hassan ben El Miloudi ben Ahmed ; M ^{mes} Saâdia bent El Miloudi ben Ahmed ; Aïcha bent El Miloudi ben Ahmed ; M. Bouchaïb ben Rahila Koudi, cercle d'Azemmour, commune rurale Bir-Jdid, douar Lotta.	4 80	
727	Non immatriculée.	M ^{me} Zohra bent Jillali, représentant Halima, Saâdia, Aïcha, Abdelkader, Drissia et Mina, tous enfants d'Abdesslam ben Ahmed ben Allal, cercle d'Azemmour, commune rurale Bir-Jdid, douar Oulad-Daoud-el-Ghaba.	9 20	id.
729	Non immatriculée.	M ^{me} Rahma bent Ahmed ben Allal, cercle d'Azemmour, com- muné rurale Bir-Jdid, douar Oulad-Daoud.	6 60	id.
750	Non immatriculée.	Héritiers de Kacem ben Bouchaïb ben Fatmi, représentés par Si Mohamed ben Bouchaïb, derb Kebir, Casablanca.	7 00	id.
753	Réquisition n° 13307 C. « Adriana Mektouba ».	M ^{me} Étienne Marguerite Emma Renée, épouse Mallaret ; MM. Abderrahmane ben Cheikh Thami ; El Miloudi ben Driss ben Cheikh Thami ; La première, adresse inconnue ; Les deux derniers, cercle d'Azemmour, commune ru- rale Bir-Jdid, douar Lotta.	33 80	id.
754	Réquisition n° 12977 C. « Nihamri El Ghezoua ».	MM. El Hadj Mohamed ben Hadj Marouf, demeurant 6, rue de la Nièvre, Casablanca ; El Houcine ben Ahmed Tahiri, demeurant 11, avenue de l'Armée-Royale, Casablanca.	1 26 00	id.

NUMÉROS DES PARCELLES	NUMÉROS DES TITRES FONCIERS OU RÉQUISITION ET DÉNOMINATION DE LA PROPRIÉTÉ	NOMS ET ADRESSES DES PROPRIÉTAIRES OU PRÉSUMÉS TELS	SUPERFICIE	OBSERVATIONS
757	Titre foncier n° 211 Z. « El Hyannia ».	MM. M'Hamed ben Bouchaïb Haïani ; Tahar ben Bouchaïb Haïani ; M ^{mes} Fatima bent Mohamed ben Larbi ; Fatima bent Salah ; M. Mohamed ben Abdelkader ben Bouchaïb ; M ^{mes} Amina bent Abdelkader ben Bouchaïb ; Fatima bent Bouchaïb ben El Mekki ; Ghennou bent Brahim ben Haddad ; M ^{lles} Fatima bent Driss ben Bouchaïb ; Chaïbia bent Driss ben Bouchaïb ; Fatna bent Driss ben Bouchaïb, Cercle d'Azemmour, commune rurale Bir-Jdid, douar Hayani.	HA. A. CA. 30 60	Labour.
758	Titre foncier n° 211 Z. « El Hyannia ».	M. M'Hamed ben Bouchaïb Haïani ; M ^{mes} Fatima bent Mohamed ben Larbi ; Fatima bent Salah ; M. Mohamed ben Abdelkader ben Bouchaïb ; M ^{mes} Amina bent Abdelkader ben Bouchaïb ; Fatima bent Bouchaïb ben El Mekki ; Ghennou bent Brahim ben Haddad ; M ^{lles} Fatima bent Driss ben Bouchaïb ; Chaïbia bent Driss ben Bouchaïb ; Fatna bent Driss ben Bouchaïb, Cercle d'Azemmour, commune rurale Bir-Jdid, douar Hayani.	62 40	id.

ART. 3. — Le ministre des travaux publics et des communications est chargé de l'exécution du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 293-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) portant délimitation du groupement d'urbanisme de Rabat-Salé et de la zone littorale.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir du 7 kaada 1371 (30 juillet 1952) relatif à l'urbanisme, notamment son article 10 ;

Vu l'arrêté viziriel du 24 rebia I 1373 (2 décembre 1953) portant délimitation du groupement d'urbanisme de l'agglomération de Rabat-Salé et de la zone littorale, tel qu'il a été modifié par le décret n° 2-62-480 du 10 jourmada I 1382 (10 octobre 1962) ;

Sur proposition du ministre des travaux publics et des communications,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Le groupement d'urbanisme de l'agglomération de Rabat-Salé et de la zone littorale est délimité conformément aux indications du plan 15069 annexé à l'original du présent décret royal, par la ligne passant par les points A.B.C.D.E.F.G.H.I.J.K.L.M.N.O.P.Q.R.S.T.U.V.W.X.Y, définis comme suit :

Point A : situé à l'intersection de la limite du domaine collectif des Hanchas et de la limite du domaine public maritime naturel.

Point B : situé à l'intersection de la R.P. n° 2 et de la limite du domaine collectif des Hanchas (B. 4.) ;
La ligne A.B. se confond avec la limite du domaine collectif des Hanchas.

Point C : situé à l'intersection de la R.P. n° 2 et de la piste existante passant par Sidi-Bou-Debza. La ligne B.C. suit la R.P. n° 2.

Point D : situé à l'intersection de la piste existante passant par Sidi-Bou-Debza et de l'aqueduc du Fouarat, la ligne C-D suit la piste de Sidi-Bou-Debza.

Point E : situé sur l'aqueduc du Fouarat à la bouche n° 3 ;
La ligne D-E suit l'aqueduc du Fouarat.

Point F : situé à l'intersection de la R.P. n° 1 et du chemin conduisant à l'aérodrome militaire de Salé ;
La ligne E-F est une droite fictive reliant les points E et F.

Point G : situé dans le lit de l'oued Bou-Regreg à l'intersection de cet oued avec la ligne droite reliant le point F. au lieu-dit « Dar Ould El Bargach » ;
La ligne F-G est une droite fictive reliant les points F et G.

Point H : situé dans le lit de l'oued Akreuch à 800 mètres du confluent de l'oued Bou-Regreg et de l'oued Akreuch ;

La ligne G-H suit, dans toute sa longueur, le lit de l'oued Bou-Regreg jusqu'au confluent avec l'oued Akreuch puis le lit de l'oued Akreuch.

Point I : situé au P.K. 8,048 de la R.P. n° 22 ;
La ligne H-I est une droite fictive reliant les points H et I.

Point J : situé à l'intersection des chemins tertiaires n° 2601 et n° 2601 a ;
La ligne I-J suit le chemin tertiaire n° 2601.

Point K : situé à l'intersection du chemin public n° 2601 a et de l'aqueduc du Fouarat ;
La ligne J-K suit le chemin tertiaire n° 2601 a.

Point L : situé à l'intersection de l'aqueduc du Fouarat avec la piste d'Aïn-Reboula ;

La ligne K-L suit l'aqueduc du Fouarat.

Point M : situé à l'intersection de la R.P. n° 1 avec la piste d'Aïn-Reboula ;

La ligne L-M suit la piste de l'Aïn-Reboula.

Point N : situé à l'intersection de la R.P. n° 1 avec la limite est du périmètre du centre de Skhirate, tel qu'il a été défini par l'arrêté viziriel du 19 jourmada I 1370 (26 février 1951) ;

La ligne M-N suit la R.P. n° 1.

Point O : situé à l'intersection de la perpendiculaire élevée sur la R.P. n° 1 à 1 km, 600 à l'est du débouché du chemin n° 2563 de Skhirate à la plage avec une parallèle à la R.P. n° 1 et située à 300 mètres au sud de cette route ;

La ligne N-O se confond avec la limite est du périmètre du centre de Skhirate.

Point P : situé à l'intersection de la perpendiculaire élevée sur la R.P. 1 à 1 km, 600 à l'ouest du débouché du chemin n° 2563 de Skhirate à la plage avec une ligne parallèle à la R.P. n° 1 et située à 300 mètres au sud de cette route ;

La ligne O-P se confond avec la limite sud du périmètre du centre de Skhirate.

Point Q : situé à l'intersection de la limite ouest du centre de Skhirate avec une ligne parallèle à la R.P. n° 36 et située à 100 mètres au sud de ladite route ;

La ligne P-Q se confond avec la limite ouest du périmètre du centre de Skhirate.

Point R : situé à l'intersection de la ligne parallèle à la R.P. n° 36 (à 100 mètres au sud de cette route) avec l'oued Bouznika ;

La ligne Q-R est une ligne parallèle à la R.P. n° 36 située à 100 mètres au sud de cette route.

Point S : situé sur l'oued Bouznika à 350 mètres au sud du pont de la R.P. n° 1.

Point T : situé à 275 mètres au nord-est du souk de Bouznika.

Point U : situé à 1.050 mètres au sud du point T ;

La ligne R-S-T-U se confond avec la limite est du périmètre du centre de Bouznika, telle qu'elle a été définie par l'arrêté viziriel du 28 hija 1371 (19 septembre 1952).

Point V : situé à l'intersection de la perpendiculaire élevée au P.K. 1.400 de la route secondaire n° 117 avec le thalweg du ruisseau affluent de la rive droite de l'oued Sikkouk ;

La ligne U-V se confond avec la limite sud du périmètre du centre de Bouznika.

Point W : situé à l'intersection de l'oued Sikkouk avec la ligne parallèle à la R.P. n° 36 à 100 mètres au sud de cette route ;

La ligne V-W se confond avec la limite ouest du périmètre du centre de Bouznika.

Point X : situé à l'intersection de la ligne parallèle à la R.P. n° 36 à 100 mètres au sud de cette route avec l'oued Rhebar ;

La ligne W-X est une ligne parallèle à la R.P. n° 36 située à 100 mètres au sud de cette route.

Point Y : situé à l'embouchure de l'oued Rhebar.

La ligne X-Y est formée par le lit de l'oued Rhebar ;

La ligne Y-A se confond avec la limite du domaine public maritime naturel.

ART. 2. — L'arrêté viziriel susvisé du 24 rebia I 1373 (2 décembre 1953), tel qu'il a été modifié, est abrogé.

ART. 3. — Les autorités préfectorales et municipales de Rabat-Salé et les autorités communales de Bouknadel, de Temara, de Skhirate et de Bouznika sont chargés, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 745-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) déclassant du domaine public et incorporant au domaine privé de l'Etat une parcelle de terrain dépendant de la propriété dite « Maison cantonnière des Angads », située au P.K. 21 de la route principale n° 27, d'Oujda à Melilla par Ahfir, Berkane et Selouane (province d'Oujda).

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir du 7 chaabane 1332 (1^{er} juillet 1914) sur le domaine public et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics et des communications, après avis du ministre des finances,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Est déclassée du domaine public et incorporée au domaine privé de l'Etat une parcelle de terrain d'une superficie de 619,20 mètres carrés dépendant de la propriété dite « Maison cantonnière des Angads », située au P.K. 21 de la route principale n° 27, d'Oujda à Melilla par Ahfir, Berkane et Selouane et délimitée par un liséré rose sur le plan parcellaire au 1/2.000 annexé à l'original du présent décret royal.

ART. 2. — Le ministre des travaux publics et des communications et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 884-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) constatant l'incorporation au domaine public d'un terrain domanial, sis à Zaouïa-ech-Cheïkh (province de Beni-Mellal).

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir du 7 chaabane 1332 (1^{er} juillet 1914) sur le domaine public et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir n° 1-63-226 du 14 rebia I 1383 (5 août 1963) portant création de l'Office national de l'électricité ;

Sur la proposition du ministre des finances, après avis du ministre des travaux publics et des communications,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Est mis à la disposition de l'Office national de l'électricité, en vue du fonctionnement du service public dont il a la charge et, de ce fait, est incorporé au domaine public un terrain, d'une superficie approximative de seize mètres carrés (16 m²), sis à Zaouïa-ech-Cheïkh (province de Beni-Mellal) à distraire de la

propriété dite « Poste de Zaouïa-ech-Cheïkh », inscrite sous le numéro 3/R. au sommier de consistance des biens domaniaux du cercle d'El-Ksiba, et tel, au surplus, que ce terrain est teinté en rouge au plan annexé à l'original du présent décret royal.

ART. 2. — Le ministre des finances et le ministre des travaux publics et des communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

Décret royal n° 680-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) homologuant les opérations de la commission d'enquête relative à la délimitation du domaine public hydraulique de la daya « Meslane », commune rurale n° 21 C de Rhnimiyne (province de Casablanca).

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir du 7 chaabane 1332 (1^{er} juillet 1914) sur le domaine public et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 11 moharrem 1344 (1^{er} août 1925) sur le régime des eaux et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 11 moharrem 1344 (1^{er} août 1925) relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété et notamment son article 11 ;

Vu le plan au 1/2.000 sur lequel sont reportées les limites du domaine public hydraulique de la daya « Meslane » et le répertoire des coordonnées des bornes ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte dans le caïdat des Oulad-Abbou et des Hédami du 5 février au 6 mars 1962 ;

Vu les procès-verbaux de la commission d'enquête en date des 2 et 12 mai 1962 ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics et des communications,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Les opérations de la commission d'enquête relative à la délimitation du domaine public hydraulique de la daya « Meslane », dans la tribu des Hédami, commune rurale n° 21 C de Rhnimiyne (province de Casablanca), sont homologuées conformément aux dispositions des articles 9 et 11 de l'arrêté viziriel susvisé du 11 moharrem 1344 (1^{er} août 1925) sur le régime des eaux.

ART. 2. — Le domaine public est délimité conformément au contour polygonal figuré par une teinte bleue sur le plan au 1/2.000 annexé à l'original du présent décret royal.

ART. 3. — Cette délimitation est matérialisée sur le terrain par des bornes numérotées de 1 à 27 inclus et le répertoire des coordonnées de ces bornes est joint au plan de bornage au 1/2.000 désigné à l'article 2.

ART. 4. — Un exemplaire de ce plan sera déposé dans les bureaux de la conservation foncière de Casablanca et dans ceux du caïdat des Oulad-Abbou et des Hédami.

ART. 5. — Le ministre des travaux publics et des communications est chargé de l'exécution du présent décret royal qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Décret royal n° 887-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) relatif aux commissions administratives paritaires relevant du ministère des affaires étrangères.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le dahir n° 1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2-59-0200 du 26 chaoual 1378 (5 mai 1959) portant application de l'article 11 du dahir portant statut général de la fonction publique relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 2-61-455 du 24 safar 1381 (7 août 1961) portant statut des agents diplomatiques et consulaires,

DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve des dérogations prévues aux articles suivants, il est institué à compter du 1^{er} janvier 1966, dans les conditions fixées par le décret susvisé du 26 chaoual 1378 (5 mai 1959) des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires appartenant aux cadres diplomatiques et consulaires.

ART. 2. — Sont éligibles au titre d'une commission les fonctionnaires appartenant aux cadres diplomatiques et consulaires résidant au Maroc.

ART. 3. — Les représentants de l'administration et du personnel titulaires et suppléants au sein des commissions administratives paritaires doivent pendant la durée de leur mandat être en fonction à l'administration centrale du ministère des affaires étrangères. Ils perdent cette qualité en cas de mutation dans un poste ou emploi diplomatique à l'étranger.

Fait à Rabat, le 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT, DE LA PROMOTION NATIONALE ET DU PLAN.

Décret royal n° 936-66 du 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966) modifiant le décret royal n° 603-65 du 23 joumada II 1385 (19 octobre 1965) relatif au statut des personnels techniques du service central des statistiques.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Nous, Amir Al Mouminine, Roi du Maroc

Vu le décret royal n° 136-65 du 7 safar 1385 (7 juin 1965) proclamant l'état d'exception ;

Vu le décret n° 2-58-646 du 19 hija 1377 (7 juillet 1958) portant statut des personnels techniques du service central des statistiques, tel qu'il a été modifié et complété par le décret royal n° 603-65 du 23 joumada II 1385 (19 octobre 1965),

DÉCRÉTONS :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2 du décret susvisé du 23 joumada II 1385 (19 octobre 1965) est modifié comme suit à compter du 1^{er} juillet 1964 :

« Article 2. — Les dispositions de l'article 14 (paragraphe 2 et 3) du décret susvisé du 19 hija 1377 (7 juillet 1958) sont abrogées. »

Fait à Rabat, le 6 ramadan 1386 (19 décembre 1966).

EL HASSAN BEN MOHAMMED.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DES BEAUX ARTS, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Arrêté du ministre de l'éducation nationale, des beaux-arts, de la jeunesse et des sports n° 731-66 du 17 décembre 1966 complétant l'arrêté du ministre de l'éducation nationale du 15 décembre 1959 fixant la liste des diplômes prévue à l'article 5 du décret n° 2-59-0398 du 24 kaada 1378 (1^{er} juin 1959) fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions d'accès au cadre des rédacteurs des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DES BEAUX-ARTS, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS,

Vu l'arrêté viziriel du 29 chaoual 1370 (3 août 1951) formant statut du cadre des rédacteurs des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 3 kaada 1374 (23 juin 1955) ;

Vu le décret n° 2-59-0398 du 24 kaada 1378 (1^{er} juin 1959) fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions d'accès au cadre des rédacteurs des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale et notamment son article 5 ;

Vu le décret n° 2-62-044 du 15 chaoual 1381 (22 mars 1962) portant prorogation de certaines dispositions exceptionnelles et transitoires permettant l'accès à certains emplois des administrations publiques et offices ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale du 15 décembre 1959 fixant la liste des diplômes prévue par l'article 5 du décret n° 2-59-0398 du 24 kaada 1378 (1^{er} juin 1959) fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions d'accès au cadre des rédacteurs des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La liste des diplômes fixée par l'arrêté du ministre de l'éducation nationale du 15 décembre 1959 prévue par l'article 5 du décret susvisé du 24 kaada 1378 (1^{er} juin 1959) est complétée ainsi qu'il suit :

«

« Certificat d'enseignement secondaire assorti de la 4^e année secondaire accomplie dans un établissement public ou privé reconnu. »

Rabat, le 17 décembre 1966.

D^r MOHAMED BENHIMA.

Arrêté du sous-secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports n° 732-66 du 20 décembre 1966 complétant l'arrêté ministériel du 4 mai 1959 fixant la liste des diplômes admis en équivalence des titres énumérés aux articles 5 et 10 du décret n° 2-58-1375 du 19 jourmada II 1378 (31 décembre 1958) fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions d'accès des Marocains à certains emplois de la jeunesse et des sports.

LE SOUS-SECÉTAIRE D'ÉTAT A LA JEUNESSE ET AUX SPORTS,

Vu le décret n° 2-58-1375 du 19 jourmada II 1378 (31 décembre 1958) fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions d'accès des Marocains à certains emplois de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 2-62-044 du 15 chaoual 1381 (22 mars 1962) portant prorogation de certaines dispositions exceptionnelles et transitoires permettant l'accès à certains emplois des administrations publiques et offices ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 mai 1959 fixant la liste des diplômes admis en équivalence des titres énumérés aux articles 5 et 10 du décret n° 2-58-1375 du 19 jourmada II 1378 (31 décembre 1958) fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions d'accès des Marocains à certains emplois de la jeunesse et des sports,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté ministériel du 4 mai 1959 susvisé est complété comme suit :

« Article premier. — La liste des diplômes prévue à l'article 5 du décret susvisé du 19 jourmada II 1378 (31 décembre 1958) est fixée comme suit :

«
« La deuxième partie du certificat secondaire délivré par l'université Quaraouiyine. »

ART. 2. — L'article 2 de l'arrêté ministériel du 4 mai 1959 susvisé est complété comme suit :

« Article 2. — La liste des diplômes prévue à l'article 10 du décret susvisé du 19 jourmada II 1378 (31 décembre 1958) est fixée comme suit :

«
« La cinquième année secondaire incluse des écoles libres recon-
nus. »

(La suite sans modification.)

Rabat, le 20 décembre 1966.

MEHDI BENBOUCHTA.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Sont promus :

Secrétaires d'administration principaux :

3^e échelon du 1^{er} juillet 1966 : M. Karrakchou Ahmed ;

1^{er} échelon du 1^{er} octobre 1966 : M. Djedidi Mohamed ;

Secrétaires d'administration :

De 1^{re} classe, 3^e échelon :

Du 1^{er} juin 1966 : M. Niazi Abderrahmane ;

Du 1^{er} juillet 1966 : MM. Hassar Mohamed, El Malkouni Mohamed et Aboussibaâ Ali ;

De 1^{re} classe, 2^e échelon :

Du 1^{er} novembre 1966 : MM. Hassouni M'Hamed et M'Tougui Ahmed ;

Du 1^{er} décembre 1966 : MM. Naji Mohamed et Zaïmi Mohammed ;

De 1^{re} classe, 1^{er} échelon du 1^{er} juin 1966 : M. Embarch Mohamed ;

Commis de 1^{re} classe :

Du 3 janvier 1965 : M. Bargach Mohamed ;

Du 1^{er} juillet 1965 : M. Monsef Tahar ;

Du 16 juin 1966 : M. Yousfi Mohammed ;

Du 1^{er} octobre 1966 : M. Benabdallah Mohammed Seddik ;

Dactylographes, 3^e échelon :

Du 1^{er} mai 1965 : M^{me} Cherkaoui Gasmi Lalla Afifa

Du 1^{er} juillet 1965 : M^{me} El Majdoubi el Idrissi Zhor ;

Du 16 août 1965 : M^{me} Bounadi Zhor ;
 Du 16 novembre 1965 : M^{me} Idrissi Smaili Khadija ;
 Du 1^{er} décembre 1965 : M^{me} Lhafiane Hannou.
 (Arrêtés des 7 octobre 1966.)

*
*
*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Est titularisé et nommé *agent public de 1^{re} catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} janvier 1963, avec ancienneté du 27 août 1961 : M. Moumenine Mohammed. (Arrêté du 25 juin 1965.)

Est titularisé et nommé *agent public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} janvier 1963, avec ancienneté du 30 juin 1961 : M. Sarhmouti Abdelouahed. (Arrêté du 23 août 1965.)

Est titularisé et nommé *agent public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} janvier 1963, puis reclassé au 4^e échelon de la même catégorie du 1^{er} janvier 1963, avec ancienneté du 16 juillet 1961 : M. Harrouche Mohamed. (Arrêté du 16 juillet 1966.)

Admission à la retraite.

Sont rayés des cadres du ministère des travaux publics et des communications et admis à faire valoir leurs droits à la retraite au titre de la limite d'âge du 31 décembre 1966 :

MM. Lyoub Mohammed, agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon ;

Meskine Ahmed, agent public de 3^e catégorie, 9^e échelon ;
 Saādani Bouselham, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 9^e échelon ;

Anflous Ahmed, Cherifa Abdallah, Derouich Kaddour, Lemsou Mohammed, Maālem Mohamed, Machiche Abdeslam et Saïm Abdelkahir, sous-agents publics de 2^e catégorie, 9^e échelon ;

Goāich Mohamed et Kruma Bouchaïb, sous-agents publics de 2^e catégorie, 8^e échelon ;

El Hajjouji Mohamed, Jaboury Ghzaoui, Laghlam Mamoun, et Nouch Ahmed, sous-agents publics de 3^e catégorie, 9^e échelon ;

Houraït Brahim, chef chaouch de 1^{re} classe.

(Arrêtés des 15 septembre 1966.)

Résultats de concours et d'examens.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES,
 SecrÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT
 (Fonction publique)

Examen de fin de stage des secrétaires d'administration stagiaires des 19 et 20 décembre 1966.

Sont admis, par ordre de mérite : M. Belarbi Driss et M^{me} Ennafis Yamina.

MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES

I. — *Concours interne des 3 et 4 novembre 1966 pour l'admission à l'emploi d'inspecteur d'études des télécommunications*
 résultat définitif (commission du 23 novembre 1966).

Candidat reçu : néant.

II. — *Concours externe des 13 et 14 novembre 1966 de contrôleur des travaux de mécanique du service des bâtiments*
 résultat définitif (commission du 23 novembre 1966).

Candidat reçu (au titre des emplois réservés et du droit commun) : néant.

Concours interne : aucune candidature n'a été recueillie.

III. — *Concours externe des 25 et 26 septembre 1966 pour l'admission à l'emploi de dessinateur*
 (commission du 23 novembre 1966).

Candidats reçus, par ordre de mérite :

a) Au titre des emplois réservés : néant ;
 b) Au titre du droit commun : MM. Ben Youssef Mohamed et Kadry Jilali

IV. — *Concours interne des 23 et 24 octobre 1966 pour l'admission à l'emploi de conducteur de chantier*
 (commission du 23 novembre 1966).

Candidats reçus, par ordre de mérite : MM. Fidoudi Mohamed, Benchekroun Ahmed, Roky Abdelkader, Mouradi Abdelkader, Meouhoub Lahsen, Rifki M'Barek, Zahdi Abderrahman, Fadal Abderrazac, Kchit Jilali, Moutaoukkel Bellefquih, Chaou Lhoussaïn et Dahbi Hammadi.

V. — *Concours interne du 30 octobre 1966 pour l'admission à l'emploi d'agent de surveillance*
 (commission du 23 novembre 1966).

Candidats reçus, par ordre de mérite : MM. Smaili Mohamed et Mdarhri Alaoui Mohamed.

VI. — *Concours interne du 6 novembre 1966 pour l'admission à l'emploi de courrier-convoyeur ou entreposeur*
 (commission du 23 novembre 1966).

Candidat reçu : M. Amer Driss.

I. — *Concours externe des 13 et 14 août 1966 pour l'admission à l'emploi de contrôleur*
 (commission du 4 novembre 1966).

1^o Candidats et candidates, reçus par ordre de mérite :

a) au titre des emplois réservés : néant ;
 b) au titre du droit commun : M^{lles} et MM. Benhmida Ahmed, Boutakrabi Mohammed, Roussafi Mohammed, Gaoubouzi Touriya, Belgrini Driss, Benkhallouk Habiba, Belabbas Ould Mimoun, Berrazouk Abdellah, Sabki Ahmed, Wahbi Ahmed, Baghdad Driss, Serbouti el Rhezouani, Rachid Bennaceur et Ezzine Hasna.

II. — *Concours interne des 17 et 18 septembre 1966 pour l'admission à l'emploi de contrôleur (commission du 4 novembre 1966).*

Candidats et candidates reçus, par ordre de mérite : M^{mes}, M^{lles} et MM. Belabbès Abdeljabbar, Madane Abdelkébir, Boau Mohamed, Nossair Abdelaziz, El Massioui Mostafa, Haouzia Mustapha, Benhmida Ahmed, Boulafdam Lahcen, Khnair Haj, Zanati Abdallah, Zaouai Moulay M'Bark, El Berry Mohamed, Talal M'Hamed, Sefiri Hammou, Aâjaj Lahcen, Yala Saâdia, Derfoufi Mohamed, Loukili Idrissi Mohamed, Hanzazi Mohamed, Benabdellah Houria, Boudraâ Ahmed, El Gueddar Latifa, Benouahmane Mohamed, Khaloufi Maâti, El Haloua Mohamed, Benkhattou Mohamed, Jaoui Omar, Amar Mohamed, Rahmoun Mohamed, Aït Lhouss Driss, Ben Abbès Larbi, Ghazouani Brahim, Morsi Mohamed M'Barek, Achour Ahmed, Rahal Mohammed, Sedad Mohamed, Arib Mohammed, Ghoundal Moussa, Moustaid Mohammed, Jachi Fatna, Aït Allal Mohamed, Natiji Ahmed, Benfaïda Ahmed, Merimi Abderrahim et Kaddani Abderezzak.

I. — *Concours externe du 17 juillet 1966 pour l'admission à l'emploi d'ouvrier d'Etat de 3^e catégorie des installations électromécaniques résultat définitif (commission du 11 novembre 1966).*

1^o Candidats reçus, par ordre de mérite :

a) Au titre des emplois réservés : néant ;

b) Au titre du droit commun : MM. Albo Rémy, Tadili Mohammed, Bahhou Khalifa, Mehdi Mimoun, Beladel Ahmed, Bouallala Ahmed, Louati Mohamed, Elabbadi Seddik, Annaji Mohamed, Laouija Mohamed, Ettazi Abid, Abitbol Henri, Ghounim Mohamed, Boukhrissa M'Barek, Bousse Mohamed, Bekkal Abdesslam, Amrou Lakdar, Jeddaoui Abdelkader, Remiki Mohamed, Mouakit Brahim, Solhi Abderrahmane Bakre Mohamed, Harras Benachir, Khouiyou Abdesselam, Lahrichi Mohamed, Zouhari Mohamed, El Benaïssaoui Mohammed, Hadou Rachid, Nazih Bouazza, Dghoughi Ahmed, Essabbahi Omar, Kassimi Belaïd, Chkiri Mohammed, Karim Mostafa, Ouenza M'Hamed, Elamraoui Driss, El Heddaoui Mohamed, Sbaï Idrissi Mostapha, Dardari Mohamed, Channaoui Mohamed, Mounaï Seddik, El Idrissi Sidi El Houssaïne, Zouhaïr Mohamed, Banit Moussa, Moutrani Azzouz, Ouasfi Abdelkrim, Kaouachi Belkacem, Badaa Abdelouahed, Boufalja Mohamed, Maâchou Mohammed, Bourcadi Ahmed, Razine el Mostafa, Jirari Ahmed, Bahi Mohamed, Chlika Abdellah, Kabiri Driss, Ouhoumane Bachir, Lahjomri Abdelkrim, Aqli Tibari, Belouafi Ahmed, Gorfti Mohamed, Bakrimi Hassan, Daifi el Mostafa, Fennas Ali, Faïdi Mohamed, Bhiri Mohammed, Fatah Abdelkader, Najib Mohamed, Elkhalkhali Larbi, Ghayour Mohammed, Meouhoub Ahmed et Kasri Larbi.

II. — *Concours interne du 8 novembre 1966 et jours suivants pour l'admission à l'emploi d'ouvrier d'Etat de 2^e catégorie des installations électromécaniques résultat définitif (commission du 11 novembre 1966).*

Candidats reçus, par ordre de mérite : MM. Houssaïne ben Alluch Riffi, Ouenza M'Hamed, Fakiri Mohammed, Adnani Mohamed, Bekkal Abdesslam, Karim Mostafa, Laddem Ali, Louati Mohamed, Boumahdi Mohamed, Amgharid M'Barek, Ouardi Larbi, Radi Mohammed, Bara Ahmed, Benkarroum Mekki, M'Hira Ahmed M'Barek, Mohamed ben Abdellah, Hlimi Abdelkader, Essabbahi Omar, Moudden Brahim, Abdelmalek Abdenbi el Métoui, Abou el Kalem Brahim, Ould Hasna Abdallah, Rahaoui Djillali et Raddah Lahsen.

III. — *Concours internes du 20 octobre 1966 et jours suivants pour l'admission aux emplois d'ouvrier d'Etat de 2^e catégorie des services autres que le service des installations électromécaniques résultats définitifs (commission du 11 novembre 1966).*

Candidats reçus par spécialité :

Conducteur duplicateur : M. Fredj Mohamed ;

Maçons, par ordre de mérite : MM. Alioua Mahjoub et Et Touile Allal ;

Serrurier : M. Raouhi Lahcen.

IV. — *Concours internes du 20 octobre 1966 et jours suivants pour l'admission aux emplois d'ouvrier d'Etat de 1^{re} catégorie des services autres que le service des installations électromécaniques résultats définitifs (commission du 11 novembre 1966).*

Candidats reçus par spécialité :

Aides-câbleur sur plan, par ordre de mérite : MM. Bistami Mohammed, Bara Ahmed et Hlimi Abdelkader ;

Aide-laveur graisseur : M. Benbrahim Hassane ;

Aide-menuisier : M. Mahdaoui Mohamed.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de l'Office des changes n° 1156 du 5 décembre 1966 relatif aux opérations d'assurance et de réassurance.

Le présent avis a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles s'effectuent les transferts vers l'étranger afférents à des opérations d'assurance et de réassurance.

Il ne modifie pas les règles spéciales applicables à certaines catégories d'assurances en devises régies par les instructions n°s 13, 14 et 15 du service des assurances du ministère des finances (avis de l'Office des changes n°s 994 du 20 juin 1960 et 1082 du 18 décembre 1963).

* * *

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

§ 1. — Délivrance des autorisations.

Les transferts afférents à des opérations d'assurance et de réassurance sont exécutés par les intermédiaires agréés, suivant la nature du paiement à effectuer, soit :

- Par délégation de l'Office des changes ;
- Sur autorisation particulière délivrée dans chaque cas par l'Office des changes ;
- Sur autorisation particulière délivrée dans chaque cas par l'Office des changes, après avis favorable du service des assurances du ministère des finances.

§ 2. — Présentation des demandes.

a) Les demandes émanant de sociétés marocaines d'assurances ou de délégation pour le Maroc de sociétés étrangères doivent être présentées uniquement par le siège social ou la délégation pour le Maroc des sociétés intéressées.

Toutes les demandes et correspondances doivent être signées exclusivement par les représentants responsables agréés.

b) MM. les directeurs et délégués sont priés de ne traiter dans chacune de leurs propositions qu'une seule affaire pour chaque société représentée ;

c) Les opérations font l'objet de demandes établies, en quatre exemplaires, sur les formulaires habituels de l'Office des changes (« annexe 1 » à l'arrêté du directeur des finances du 10 septembre 1939).

TITRE II.

TRANSFERTS EXÉCUTÉS PAR DÉLÉGATION DE L'OFFICE DES CHANGES.

Délégation est donnée aux intermédiaires agréés pour exécuter, sans autorisation particulière de l'Office des changes, ni du service des assurances, dont les contrôles s'exercent à posteriori, les transferts afférents exclusivement aux indemnités de sinistres dues en matière d'assurance maritime et transports à des bénéficiaires résidant à l'étranger.

Toutefois, l'exercice de la délégation est subordonné à la présentation, par les assureurs habilités à procéder aux règlements :

D'un exemplaire de la dispache ou décompte d'avaries signé par le représentant responsable de la société apéritrice et visé par le secrétaire administratif du comité marocain de tarification ;

D'une attestation délivrée par la société d'assurances apéritrice certifiant que le bénéficiaire réside dans un pays étranger.

L'attention des intermédiaires agréés est appelée à cet égard sur les remarques suivantes :

a) La présentation de la dispache, document signé par le directeur ou délégué de la société apéritrice et engageant la responsabilité de ce dernier, rend inutile celle de factures, rapports d'experts, copies de jugements, notes d'honoraires etc. ;

b) Ces derniers documents conservés et archivés par la société d'assurances apéritrice, demeurent à la disposition des autorités de contrôle — Office des changes ou service des assurances — et peuvent donc ne pas figurer au dossier conservé par l'intermédiaire agréé, chargé du transfert de l'indemnité de sinistre.

TITRE III.

TRANSFERTS SUBORDONNÉS A L'AUTORISATION PRÉALABLE DE L'OFFICE DES CHANGES.

Les dossiers afférents aux opérations énumérées ci-après doivent être adressés directement à l'Office des changes (division financière), par l'entremise d'une banque intermédiaire agréée :

§ 1. — Rentes accidents du travail.

Les demandes doivent être accompagnées des renseignements suivants, certifiés par le représentant responsable de la société :

A/ Rentes n'ayant pas encore donné lieu à autorisation de transfert :

- nom, prénom et adresse du bénéficiaire ;
- copie de la décision judiciaire ;
- montant annuel de chaque rente ;

Période d'arrérages à laquelle s'applique le paiement.

B/ Rentes dont les arrérages antérieurs ont déjà donné lieu à autorisation de transfert :

- nom, prénom et adresse du bénéficiaire ;
- montant annuel de chaque rente ;
- période d'arrérages à laquelle s'applique le paiement ;
- date et référence de la première autorisation de transfert de l'Office des changes concernant la rente.

§ 2. — Rentes de droit commun dues en vertu d'un contrat d'assurance sur la vie (individuel ou collectif).

Les demandes doivent être accompagnées des mêmes renseignements que pour les rentes accidents du travail (cf. § 1 ci-dessus), la copie de la décision judiciaire étant toutefois remplacée par une copie, certifiée par le représentant responsable, du contrat et des avenants (ou renseignements équivalents pour un contrat collectif).

§ 3. — Rentes dues par une société d'assurances à un bénéficiaire résidant à l'étranger en réparation d'un préjudice subi couvert par les garanties d'un contrat d'assurance autre que d'accidents du travail.

Les demandes doivent être accompagnées des mêmes renseignements que pour les rentes accidents du travail (cf. § 1 ci-dessus), la copie de la décision judiciaire étant toutefois remplacée ou complétée par une copie, certifiée par le représentant responsable de la société d'assurances, du contrat et de ses avenants. Aux demandes, devront, en outre, être joints les rapports d'experts, certificats de médecins et tous autres documents justificatifs de la nature et de l'étendue du préjudice subi.

§ 4. — Rentes dues par le fonds de garantie automobile (F.G.A.) à un bénéficiaire résidant à l'étranger.

Les demandes doivent être accompagnées des mêmes renseignements que pour les rentes accidents du travail (cf. § 1 ci-dessus), la copie de la décision judiciaire étant toutefois remplacée par un exemplaire du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration (ou de la commission de contentieux du F.G.A.) ayant autorisé le versement de la rente ; cet exemplaire sera certifié par le secrétaire général et le commissaire du Gouvernement auprès du fonds.

TITRE IV.

TRANSFERTS SUBORDONNÉS A L'AUTORISATION PRÉALABLE DE L'OFFICE DES CHANGES, DONNÉE APRÈS AVIS FAVORABLE DU SERVICE DES ASSURANCES.

Toutes les demandes de transfert autres que celles visées aux titres précédents doivent être adressées par les intermédiaires agréés directement au ministère des finances, service des assurances, appelé à donner son avis à l'Office des changes.

Les dossiers afférents à des opérations visées au présent titre seront renvoyés, s'il y a lieu, directement aux demandeurs par le service des assurances ; ceux qui reçoivent un avis favorable seront soumis directement par le service des assurances à l'Office des changes.

Il en est ainsi, en particulier, des opérations suivantes :

§ 1. — Règlements de capitaux effectués en application de contrats d'assurance sur la vie ou de la valeur réduite ou de rachat des contrats à primes périodiques d'un capital au plus égal à cent mille dirhams et dont les primes afférentes à trois années au moins ont été payées — sous réserve que le bénéficiaire soit un non-résident.

Les demandes doivent indiquer les noms, adresses et nationalités de l'assuré et du bénéficiaire et être accompagnées :

D'une copie certifiée du contrat et des avenants ;

D'un certificat de résidence établi par les autorités compétentes du pays de destination du transfert et précisant la date depuis laquelle le bénéficiaire réside dans ledit pays.

§ 2. — Transferts de réserves mathématiques de contrats d'assurance-vie, exclusivement, dont le titulaire quitte le Maroc.

Sont exigées les mêmes conditions et pièces justificatives que pour les demandes visées au § 1 ci-dessus.

Cependant, toute demande présentée au-delà d'un délai maximum de deux ans après le départ du titulaire, sera refusée.

§ 3. — A/ Indemnités de sinistres, autres que celles afférentes à la branche maritime et transports (visés au titre II), dues à des bénéficiaires résidant à l'étranger ;

B/ Remboursement d'indemnités de sinistres aux correspondants étrangers qui les ont réglées à des bénéficiaires résidant à l'étranger pour le compte de l'assureur marocain, sous réserve que correspondant et bénéficiaire résident dans le même pays (1).

Chaque demande sera accompagnée :

Des factures, rapports d'experts, jugements, notes d'honoraires, etc. ;

D'une attestation délivrée par la société d'assurances apéritrice certifiant que le bénéficiaire réside dans un pays étranger ;

D'une attestation conforme au modèle joint en annexe au présent avis, qui pourra cependant être remplacée par la copie de déclaration de sinistre, si celle-ci renferme les mêmes renseignements.

Toutes les pièces justificatives de ces règlements doivent être détenues au Maroc par le siège ou la délégation de la société.

Toute demande présentée au-delà d'un délai maximum de deux ans après la date du sinistre, sera refusée.

§ 4. — Transferts d'indemnités de sinistres dues par le fonds de garantie automobile à des bénéficiaires résidant à l'étranger.

Les demandes doivent être appuyées d'un exemplaire du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration ou de la commission de contentieux du F.G.A., certifié par le secrétaire général et le commissaire du Gouvernement auprès du fonds.

(1) Toutefois, cette condition restrictive ne s'appliquera pas en matière de remboursement d'indemnités de sinistres de responsabilité civile du propriétaire d'un véhicule automobile assuré au Maroc, muni d'une carte verte.

§ 5. — *Règlements de primes et de soldes de réassurance et, plus généralement, tous règlements se rapportant à des accords, conventions ou traités de cession ou de rétrocession en réassurance, coassurance, coréassurance ou de partage de résultat, souscrits par des sociétés marocaines et des délégations pour le Maroc de sociétés étrangères (2).*

Les demandes doivent être appuyées d'un relevé certifié du compte unique (il ne sera pas admis de compte technique, puis de compte financier) de cession ou rétrocession, en double exemplaire, revêtu des mentions suivantes :

Référence de la date d'envoi du contrat au service des assurances du ministère des finances et du numéro d'ordre de ce document ;
Pays d'application de l'accord ;
Catégorie intéressée ;
Monnaie de souscription des affaires cédées ;
Période d'application ;
Justification éventuelle du report au compte d'un solde antérieur ;

Certification par le représentant responsable que le contrat est signé, souscrit et géré au Maroc ;

Numéro, date, montant de l'autorisation accordée au titre de la période antérieure.

Les demandes appuyées par les cover-notes ou facultatives doivent être, selon leur nature (accidents, incendie ou maritime), visées :

Soit par le comité marocain de tarification accidents (C.M.T.A.) ;
Soit par la réunion des sociétés d'assurances contre l'incendie (R.I.M.) ;

Soit par le comité marocain de tarification maritime (C.M.T.M.).

Les demandes de transfert concernant les traités en quote-part ou en participation devront se rapporter exclusivement au solde du compte d'un exercice considéré ; il ne sera plus autorisé de transfert de primes provisionnelles.

§ 6. — *Règlement des primes dues en matière d'assurance de risque de guerre au titre des contrats directs dits de « bout en bout ».*

Les demandes doivent être appuyées par le bulletin de versement émis par le réassureur étranger.

§ 7. — *Règlement de primes « Protecting and Indemnity » à des clubs étrangers lorsqu'une autorisation préalable de souscription a été délivrée par le service des assurances du ministère des finances.*

Les demandes doivent être justifiées par l'avis d'échéance de la prime.

§ 8. — *Règlement de cotisations à des organismes professionnels d'assurances.*

§ 9. — *Bénéfices.*

Les demandes doivent être accompagnées :

Du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice considéré, établis conformément aux instructions réglementaires du service des assurances du ministère des finances, certifiés et produits en double exemplaire ;

D'une attestation du service des impôts urbains établissant le montant du bénéfice comptable et celui du bénéfice imposable au titre de l'exercice considéré ;

D'une note déterminant le montant net à transférer, qui devra tenir compte, notamment des provisions pour impôts ;

(2) Il est rappelé que les règlements se rapportant aux opérations de réassurance effectuées par des sociétés de réassurance n'ayant pas de délégation au Maroc peuvent intervenir par débits ou crédits d'un compte étranger en dirhams. Le versement de ces règlements au crédit d'un compte étranger en dirhams est soumis aux conditions énumérées ci-dessus ; les opérations de débit peuvent être réalisées dans les conditions définies par les textes afférents au fonctionnement des comptes étrangers en dirhams.

Il est rappelé, d'autre part, que les autorisations particulières délivrées pour l'ouverture et le fonctionnement de comptes spéciaux dits de « réassurances transférables » sont annulées : le solde de ces comptes pourra, sur autorisation de l'Office des changes donnée après avis du service des assurances du ministère des finances, être viré en comptes étrangers en dirhams.

D'une référence à l'autorisation accordée au titre de la période antérieure (numéro, date, montant).

Les réserves mathématiques et techniques doivent être couvertes, et les déficits comptables des exercices précédents comblés.

Seuls, les bénéfices comptables réalisés au courant des deux derniers exercices, dont les dossiers financiers ont été déposés au service des assurances du ministère des finances, sont transférables.

* * *

Les dispositions ci-avant entrent en vigueur dès ce jour.

Sont abrogés, à la même date, les avis de l'Office des changes :

N° 995 du 20 juin 1960 ;

N° 1021 du 1^{er} septembre 1961 ;

N° 1052 du 19 avril 1963 ;

N° 1053 du 7 mai 1963 ;

N° 1155 du 26 août 1966.

* * *

ATTESTATION D'ACCIDENT A L'ÉTRANGER

Annexe à l'avis de l'Office des changes n° 1156 du 5 décembre 1966

1. Date de l'accident :
2. Lieu de l'accident :
3. Nom de l'automobiliste marocain :
4. Véhicule impliqué dans l'accident :
Marque : Immatriculation :
5. Société d'assurance garantissant l'automobiliste :
6. N° de sa police d'assurance :
7. Bureau émetteur de la carte verte et n° de celle-ci :
8. Lieu et date d'établissement de la carte verte :
9. Nom, nationalité et domicile du tiers :
10. Société d'assurance du tiers :
11. Nom et adresse du gestionnaire :
12. N° du dossier du gestionnaire :
13. Nature des indemnités payées et montant de chacune d'elles :
14. Nature et montant des frais exposés par le gestionnaire :
15. Montant total à rembourser :

Certifié sincère et véridable :

Fait à, le

SIGNATURE DU REPRÉSENTANT
RESPONSABLE DE LA SOCIÉTÉ,

Avis de radiation du pavillon marocain.

Chalutier « Maria Rosario ».

Par décision du ministre des travaux publics et des communications n° 725-66 en date du 13 décembre 1966, est rayé des matricules de la marine marchande, le chalutier « Maria Rosario », immatriculé à Tanger sous le numéro 107, et que son propriétaire, M. Blanquer Antonio, demeurant 292, boulevard Mohammed-V, Casablanca, est autorisé à exporter sur l'Espagne en vue de son transfert.

La décision du ministre des travaux publics et des communications recevra son application trente jours après la publication au *Bulletin officiel* du présent avis.